

<http://indigenes-republique.fr/le-pir-veut-il-vraiment-le-pouvoir/>

Nommé ainsi par aisance, « le Pouvoir blanc » n'est pas un monstre irrationnel qui nous menacerait de l'extérieur. Il n'est pas seulement « l'État » réifié, désincarné, envisagé comme le producteur des dominations et qui, surplombant la société, en décréterait le fonctionnement. Celui qui permet de dire « les Français ne sont pas racistes, c'est l'État français qui l'est »...

Il aura fallu maintes déroutes de l'antiracisme français avant qu'il ne parvienne peu à peu à se dépêtrer de son écrin moraliste. « Politiser l'antiracisme », récent mot d'ordre des nouveaux chantres de l'anti-républicanisme républicain, se résume à faire porter à « l'État » l'entière responsabilité du fonctionnement raciste de la société, exactement dans le même geste qui consiste à dépolitiser cet « État ». La lutte contre le « racisme d'État », hallalisée en ce qu'elle permet un rapprochement inter-racial avec la gauche radicale toujours prompte à pointer du doigt « ce pouvoir » fétichisé qu'elle n'aurait jamais eu et dont elle ne participerait donc en rien, est neutralisée au profit d'une dénonciation antisécuritaire de « toutes les formes » de coercition et de violences institutionnelles.

Le « racisme d'État », dont nous parlons au PIR, déborde l'État lui-même. Si l'État est raciste, c'est qu'il s'adresse aux différents éléments de la race sociale dominante, et agit réciproquement sur eux. L'État n'est pas seulement situé dans ses « appareils » nationaux au sein du gouvernement en place, ni internationaux – au sein des institutions internationales politiques, militaires, culturelles que sont l'ONU, l'OTAN, le FMI, l'UNESCO... Il traverse aussi les partis politiques (qu'ils aient déjà exercé le pouvoir ou non), les syndicats, les médias publics comme privés, les écoles et les universités, les finances publiques, le mariage...

À l'inverse de cette vision étatiste du racisme structurel s'oppose une autre erronée : considérer l'État comme un fantôme sans corps, pur fait social réticulaire qui s'insinuerait mystiquement dans tous les replis de l'existence, tenant nécessairement en échec toute résistance.

Contrairement à ce peuvent penser certaines nouvelles franges du militantisme radicalo-indigène, **il n'y a pas « que du social » dans l'État.**

Persuadés que le « pouvoir est partout », ces nouveaux militants talonnent et inspectent inlassablement les rapports « microphysiques » de dominations de classe, de genre, de sexe comme le lieu essentiel de production de cette domination. Dans cette perspective, la lutte antiraciste se cantonne à dénoncer les faits sociaux comme... des faits sociaux, c'est-à-dire comme « construits », sans jamais s'attaquer directement au principe organisateur qui rend possible une telle construction.

La « déconstruction », geste critique fondamental et maître mot de cette entreprise « des marges », disqualifiant l'idée d'une lutte centrale et unifiée, prend le parti de la « multitude » des foyers et des motifs de résistances. La multiplication de « nouvelles luttes » contre l'exclusion et « l'invisibilisation », pour reprendre la terminologie en vogue, s'inscrit dans une déclinaison inépuisable des discriminations, articulées comme autant de fragments d'une société où la fragilité et la vulnérabilité sont les leitmotifs de la lutte légitime.

Un antiracisme qui ne prendrait pas en charge les luttes d'affirmations des subjectivités marginales, qui n'intégrerait pas la logique prolifique d'insurrections permanentes contre le sexisme, l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie... est désormais jugé totalisant et réactionnaire.

Le mille-feuilles intersectionnel s'essouffle dans la quête vaine d'un sujet révolutionnaire aux mille stigmates sociaux. Au détriment des « racisés ordinaires », pourtant les plus à même de présenter un intérêt objectif à un changement de système qui ne s'inscrive pas uniquement dans le cadre individualiste d'une sacralisation des vécus subjectifs et d'une affirmation existentielle de soi des marges avant-gardistes. Contraints par une réalité matérielle et symbolique à ne pas se sentir « concernés » par des luttes de surplomb qui leur sont imposées par une élite, ces « racisés » ordinaires sont les grands laissés-pour-compte de l'antiracisme articulatoire. Désormais, on reprochera à l'homme noir ou arabe de ne pas faire sienne l'articulation sophistiquée des différentes strates de l'oppression, ainsi juxtaposées pour les besoins de l'analyse théorique. La sur-représentation des indigènes articulateurs dans les milieux universitaires n'est évidemment pas innocente et sert, malgré eux, l'hégémonie blanche, grande victorieuse de cette bataille inter-indigénale.